



Bruxelles, le 16.5.2018
SWD(2018) 193 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION

accompagnant le document:

Recommandation de

DÉCISION DU CONSEIL

**autorisant l'ouverture de négociations avec le Cap-Vert en vue de la conclusion d'un
protocole relatif à la mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la
pêche entre les Communautés européennes
et le Cap-Vert**

{COM(2018) 299 final} - {SWD(2018) 194 final}

Les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) conclus entre l'Union européenne et les pays tiers contribuent à promouvoir les objectifs de la PCP à l'échelle internationale, notamment à promouvoir une pêche durable¹.

Les conclusions du Conseil sur la dimension extérieure (PCP) adoptées le 19 mars 2012 prévoient qu'une évaluation ex post et ex ante soit réalisée par la Commission avant la négociation d'un nouveau protocole².

Le présent document de travail des services de la Commission se base sur les résultats d'une évaluation ex post externe et d'une évaluation ex ante du protocole actuel (2014-2018) entre l'Union européenne et le Cap-Vert, qui expire le 22 décembre 2018³⁴.

Le nouveau protocole donne accès à un maximum de 71 navires thoniers de l'Union en échange d'une contribution financière annuelle de 500 000 - 550 000 EUR.

Sur la base des critères d'évaluation (efficacité, efficience, économie, cohérence, pertinence, valeur ajoutée de l'Union et acceptabilité) analysés à la section 5 du document de travail des services de la Commission, il peut être conclu que cet accord est très important pour l'Union et sa flotte, ainsi que pour le Cap-Vert. Il promeut les objectifs de la PCP et le développement du secteur de la pêche du Cap-Vert.

Le protocole est considéré comme une contribution financière pertinente et efficace de l'Union, proportionnée aux possibilités de pêche utilisées. Le protocole est compatible avec d'autres interventions de l'Union qui sont elles-mêmes en synergie avec d'autres donateurs. La valeur ajoutée de cet accord permet à l'Union d'établir un cadre de gestion et de contrôle de ses flottes, compatible avec le cadre négocié en vertu d'autres accords thoniers, tout en créant une plate-forme de dialogue sectoriel entre l'Union et le Cap-Vert en vue d'instaurer une pêche durable.

Toutefois, plusieurs problèmes/points ont été recensés et l'évaluation formule aussi des recommandations sur les possibilités de pêche, l'embarquement des marins, la formation des observateurs, les capacités de suivi et de surveillance, la stratégie de communication et le soutien à la politique maritime du Cap-Vert en matière de croissance bleue/gouvernance des océans.

En conclusion, la Commission soutient les conclusions de l'étude d'évaluation et elle estime que le renouvellement du protocole à l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche devrait être l'option à privilégier. Elle considère en outre que les recommandations présentées sont pertinentes et devraient également tenir compte des contraintes opérationnelles de la flotte et du contexte régional. Enfin, elle estime opportun de rechercher des moyens de renforcer l'impact du protocole sur l'économie locale (création d'emplois et de valeur ajoutée) et peut aussi envisager la possibilité de soutenir la croissance bleue.

1 Présentation des APPD: http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements_fr

2 Doc. 7086/12 PECHE 66.

3 Étude d'évaluation: <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/44beac2a-25a8-11e8-ac73-01aa75ed71a1>

4 [Décision 2014/334/UE du Conseil du 19 mai 2014 relative à la signature et à l'application provisoire du protocole \(JO L 168 du 7.6.2014, p. 1\) et texte du protocole \(JO L 168 du 7.6.2014, p. 3\). \[Décision \\(UE\\) 2015/239 du Conseil du 10 février 2015 relative à la conclusion \\(JO L 40 du 16.2.2015, p. 4-6\\).\]\(#\)](#)